

# Écosystème des groupes armés en Centrafrique



**Thierry VIRCOULON**

Avril 2020



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0145-1

© Tous droits réservés, Ifri, 2020

Couverture : miliciens de l'UPC, 2017

© crédit Saber Jendoubi

#### **Comment citer cette publication :**

Thierry Vircoulon, « Écosystème des groupes armés en Centrafrique »,  
*Notes de l'Ifri*, Ifri, avril 2020.

#### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)

# Auteur

**Thierry Vircoulon** est chercheur associé au Centre Afrique subsaharienne de l'Ifri. Ancien élève de l'École nationale d'administration et titulaire d'un DEA de science politique à la Sorbonne, il a travaillé pour le Quai d'Orsay et la Commission européenne sur le continent, notamment en Afrique du Sud, au Kenya et en République démocratique du Congo.

# Résumé

Depuis 2013, les groupes armés sont les vrais « patrons » de la Centrafrique<sup>1</sup>. L'objet de cette note est de comprendre le déploiement prolifique des groupes armés sur le territoire centrafricain. Cette prolifération s'explique par l'économie politique du conflit et un espace d'action ou écosystème qui est largement ouvert au lieu d'être réduit ou fermé.

L'écosystème des groupes armés reste fondamentalement ouvert en Centrafrique pour trois raisons principales. Premièrement, dans un espace politique caractérisé par l'extrême pauvreté et l'inversion du contrat social, le « business conflict model » des groupes armés est très attractif, y compris pour les acteurs politiques de Bangui et des communautés en quête de protection et de moyens de survie. Ce « business conflict model » s'auto-entretient dans la mesure où l'insécurité devient une ressource économique. Deuxièmement, alors que la relation entre le gouvernement et les groupes armés est souvent représentée de manière antagonique, elle comporte en réalité des zones de coopération. Troisièmement, les acteurs qui sont censés contenir et lutter contre ce « business conflict model », les puissances étrangères et forces de maintien de la paix, mènent une politique qui l'encourage tacitement ou explicitement (comme certains pays voisins).

Comme la conflictualité centrafricaine est une lutte économique généralisée et de plus en plus communautaire, les revendications des groupes armés sont essentiellement des revendications économiques qui visent la légitimation politique de leur contrôle sur les ressources de certains territoires. Mais au-delà de ces ressources, ils réclament aussi un accès aux ressources de l'État dans le cadre des discussions en cours. Par conséquent, le processus de négociation de paix qui doit débiter à la fin de cette année doit reposer sur un décryptage précis des intérêts économiques des parties en présence à la table des négociations.

---

1. Cette note a été rédigée en octobre 2018.

# Abstract

Since 2013, armed groups have been the true « bosses » of the Central African Republic. The purpose of this note is to understand the prolific deployment of armed groups in the Central African territory. This proliferation is explained by the political economy of conflict and by a space for action or ecosystem that is largely open instead of being reduced or closed.

The ecosystem of armed groups remains fundamentally open in the Central African Republic for three main reasons. First, in a political space characterized by extreme poverty and the reversal of the social contract, the « business conflict model » of armed groups is very attractive, including for political actors in Bangui and communities seeking protection and livelihoods. This « business conflict model » maintains itself to the extent that insecurity becomes an economic resource. Secondly, while the relationship between the government and armed groups is often antagonistic, it actually involves areas of cooperation. Third, the actors who are supposed to contain and fight against this « business conflict model », foreign powers and peacekeeping forces, are pursuing a policy that tacitly or explicitly encourages it (such as some neighbouring countries).

Since Central African conflict is a generalized and increasingly communal economic struggle, the demands of armed groups are essentially economic demands aimed at the political legitimation of their control over the resources of certain territories. But beyond these resources, they are also calling for access to state resources as part of the ongoing discussions. Consequently, the process of peace negotiations, which is to begin at the end of this year, must be based on a clear understanding of the economic interests of the parties at the negotiating table.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>6</b>
<b>PANORAMA DES GROUPES ARMÉS .....</b>	<b>8</b>
<b>Qui sont-ils ? Une scissiparité dynamique.....</b>	<b>8</b>
<b>Une généalogie des groupes armés : d'où viennent-ils ? .....</b>	<b>10</b>
<b>Que font-ils ? Le « conflict business model » des groupes armés .....</b>	<b>14</b>
<b>Comprendre la conflictualité : l'économie politique du conflit.....</b>	<b>19</b>
<b>LA PLACE DES AUTORITÉS CENTRAFRICAINES DANS L'ÉCOSYSTÈME DES GROUPES ARMÉS.....</b>	<b>22</b>
<b>Absence de structures de prise en charge de la population :     le contrat social à l'envers .....</b>	<b>22</b>
<b>La continuité de l'inversion du contrat social sur fond     de mauvaise gouvernance généralisée.....</b>	<b>24</b>
<b>Relations coupables avec les groupes armés.....</b>	<b>27</b>
<b>LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES ET LES STRATÉGIES INTERNATIONALES.....</b>	<b>29</b>
<b>Coopération économique illicite .....</b>	<b>29</b>
<b>L'appel d'air des stratégies internationales .....</b>	<b>31</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>32</b>

# Introduction

La crise de la Centrafrique est structurelle et ancienne mais le conflit général et violent est récent. Depuis 2013, la République centrafricaine (RCA) est devenue un parfait terreau pour l'éclosion et la prolifération des groupes armés. Si certains d'entre eux préexistaient à la prise de pouvoir de la Seleka, ils se sont rapidement multipliés depuis : lors du forum de Bangui en 2015, ils étaient dix groupes armés. Au début de l'année 2017, ils étaient 14. En 2018, ils sont 17<sup>2</sup>. Cette dynamique interroge sur leur nombre lors des prochaines élections.

Sur les 17 groupes qui occupent le terrain, seuls 14 bénéficient d'une reconnaissance officielle par l'Organisation des Nations unies (ONU) et l'Union africaine (UA) : ce sont ceux qui participent au comité du DDR et aux discussions avec l'UA dans le cadre de son initiative de médiation<sup>3</sup>.

L'objet de cette note est de comprendre le déploiement prolifique des groupes armés depuis 2013. Cette prolifération ne peut être comprise sans référence à l'économie politique du conflit et à un écosystème particulier qui constitue à la fois la matrice d'origine de ces groupes et leur espace d'action. La notion « d'écosystème des groupes armés » désigne à la fois leur espace politique, économique et social, et les relations que ces derniers sont capables d'établir avec les autres acteurs (communautés, gouvernement, etc.). Cet écosystème où les acteurs entretiennent des rapports d'opposition, de coopération et même d'interdépendance est fondamentalement ouvert pour les groupes armés. Trois raisons rendent compte de cet état de fait. Premièrement, la souveraineté dont jouit l'État centrafricain est une souveraineté fictive qui ne se traduit ni par la capacité de défendre un territoire ni par la capacité de l'administrer. Bien avant 2013, la Centrafrique était devenue un territoire ouvert pour le banditisme régional et les groupes armés en mal de refuge. Deuxièmement, la relation entre le gouvernement et les groupes armés, qui est souvent présentée de manière antagonique, comporte en réalité des zones de coopération. Troisièmement dans un espace politique caractérisé par l'extrême pauvreté et l'inversion du contrat social, le « business conflict model » des groupes

---

2. Trois groupes armés sont apparus dans le paysage milicien centrafricain en 2017 : le MNL, le MPC Siriri et la Coalition Siriri. Sur leurs origines, voir le chapitre 1.

3. Il s'agit de : FPRC, RPRC, UPC, MLJC, UFRF, UFR, Révolution & Justice (représentée par deux tendances), Séléka renouvelée, FDPC, MPC, 3 R, la faction Mokom des anti-balaka et la Coordination des anti-balaka.



armés est très attractif, y compris pour les acteurs politiques de Bangui. Et enfin les acteurs censés contenir ou mettre fin à ce « business conflict model » (puissances étrangères et forces de maintien de la paix) semblent plutôt l'encourager.

# Panorama des groupes armés

## Qui sont-ils ? Une scissiparité dynamique

En Centrafrique, dans les accords et autres documents officiels, les groupes armés sont dénommés « groupes politico-militaires ». Cette appellation est ancienne et était déjà utilisée à l'époque de Bozizé pour désigner la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP) et l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR). Or, aujourd'hui comme hier, ces groupes armés n'ont rien de politique ni de militaire. Ceux-ci se répartissent en trois grandes familles :

- La mouvance anti-balaka (depuis 2017, ils se font appeler « les auto-défense »),
- Les groupes issus de l'ex-Seleka,
- Les groupes qui ne sont pas nés de ce conflit mais lui préexistaient<sup>4</sup>.

À quelques exceptions près, les groupes armés en Centrafrique naissent par scissiparité : ils s'auto-gènèrent. La Seleka a été un moment bref et unique dans l'histoire des groupes armés : celui de la formation d'une coalition (le terme « Seleka » signifiant « alliance » en sango) à partir de quatre groupes armés (UFDR, CPJP, FDPC, CPSK) qui opéraient indépendamment les uns des autres et étaient même rivaux auparavant (l'UFDR et la CPJP). Après que l'armée française a chassé la Seleka de Bangui, ses composantes ont rapidement repris leur autonomie. La défaite et le reflux vers le nord du pays se sont traduits par un fractionnement immédiat de la Seleka sur des bases économique-ethniques.

La décomposition de la Seleka a commencé dès la mi-2014 et le processus n'a pas cessé depuis, malgré plusieurs tentatives de former à nouveau l'alliance. Sur les ruines de l'ex-Seleka sont nés plusieurs groupes armés qui dominent une grande partie du pays et sont aujourd'hui partagés entre alliances et rivalités : l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC) dirigé par Ali Darassa ; le Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC) dirigé par Mahamat Al-Khatim ; le Rassemblement patriotique pour

---

4. En tant que groupe armé d'origine ougandaise, l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) qui s'est implantée dans l'est de la RCA il y a 10 ans et a « recruté » beaucoup de Centrafricains fait partie de cette catégorie tout comme le FDPC (voir chapitre suivant).

le renouveau de la Centrafrique (RPRC) de Zakaria Damane ; le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) dirigé par Nouredine Adam.

La première scission a été celle de l'UPC en août 2014 : des Peuls de l'ex-Seleka ont préféré se regrouper dans un mouvement autonome et ethniquement homogène, l'UPC. Puis Al-Khatim, initialement membre du FPRC de Nouredine Adam, a fait scission pour former son propre groupe en juillet 2015. Les derniers avatars de cette scissiparité dynamique sont le MPC Siriri de Mahamat Abdel Karim et Salah Zabadi et le Mouvement national pour la libération de la Centrafrique (MNLC) de Bahar – tous deux apparus en 2017. Le MPC Siriri est une scission du MPC qui a émergé en juin 2017. Après avoir été membre du MPC sous l'autorité d'Al-Khatim, Bahar a aussi fait scission et créé son propre mouvement, le MNLC, à la fin de l'année 2017.

Le groupe armé considéré actuellement comme le plus puissant, le FPRC, était multi-ethnique en 2014 : il était composé essentiellement de Rongas, de Tchadiens, de Soudanais et de Goulas. Mais il n'a pas tardé à perdre sa composante goula qui entretient historiquement des relations difficiles avec les Rongas – deux ethnies dominantes et rivales du nord-est de la RCA. Des affrontements entre la faction Goula et la faction Rounga du FPRC ont eu lieu en 2017 à Bria, aboutissant à une scission et au départ de la plupart des Goulas du FPRC pour rejoindre le RPRC, une milice essentiellement goula présidée politiquement par Gontran Djono Ahaba, un proche et ex-ministre de Michel Djotodia qui est actuellement ministre de l'Énergie et des ressources hydrauliques.

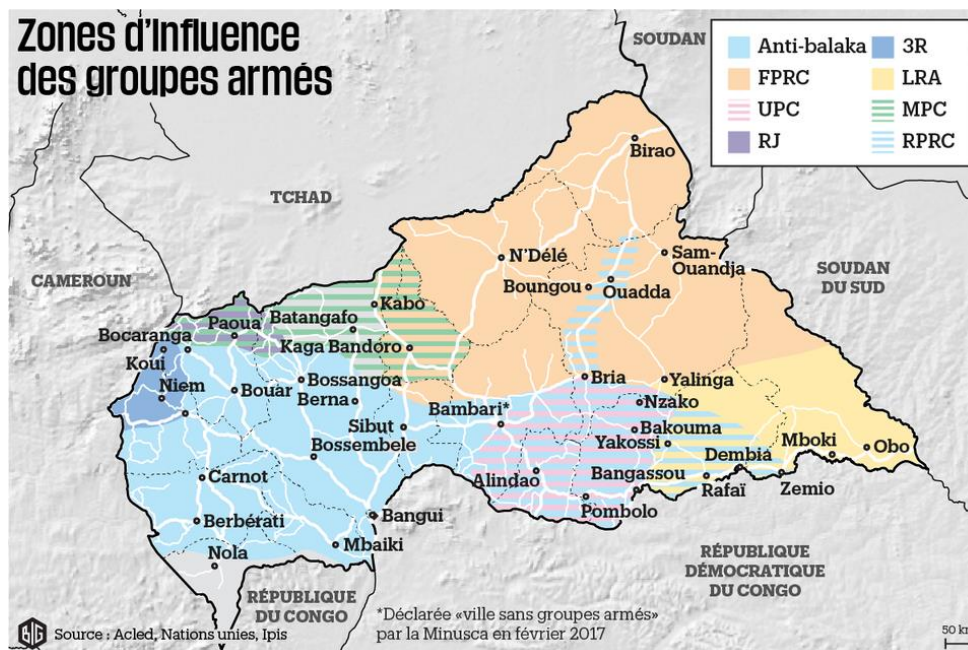
Ce processus de scissiparité correspond à des appartenances ethniques et des intérêts socio-économiques territoriaux. Si quelques groupes armés sont multi-ethniques, la majorité a une identité ethnique affirmée : le RPRC (Goulas) ; le FPRC (Rongas, Tchadiens et Soudanais) ; le MLCJ (Karas) ; le FDPC (Saras et Kabas) ; le MPC (Tchadiens, plus particulièrement du Salamat) ; le MPC Siriri (Tchadiens) ; la Coalition Siriri (Peuls) ; les 3 R (Peuls) ; l'UPC (Peuls) ; les anti-balaka (organisés sur une base locale, ils ont une forte identité ethnique locale mais leur noyau historique est gbaya).

Ce processus continu de scissiparité a la particularité de s'accompagner de tentatives pour reformer l'ex-Seleka, sans succès jusqu'à présent. Ces tentatives sont toujours initiées par le FPRC qui est considéré comme l'héritier légitime de l'ex-Seleka en raison de son leadership<sup>5</sup>. À chaque regain de tension avec les autorités (notamment au sujet du

---

5. Nouredine Adam, n° 2 de la Seleka quand elle était au pouvoir.

quartier de PK5 à Bangui), le FPRC essaie de reconstituer l'ex-Seleka et initie des rapprochements stratégiques avec ses anciens compagnons d'armes qui ont fait dissidence. Il en a été ainsi en 2016 et plus récemment en 2018 après les violences d'avril à PK5.



Source : Acled, Nations unies, International Peace Information Service, février 2018.

## Une généalogie des groupes armés : d'où viennent-ils ?

Contrairement à la perception commune, les groupes armés ne sont pas nés avec la prise de pouvoir de la Seleka en 2013 mais ils ont connu une amplification sans précédent à partir de ce basculement du pouvoir d'État. L'arbre généalogique des groupes armés en Centrafrique fait apparaître leurs racines historiques.

### ***Les soldats perdus : une main-d'œuvre disponible***

L'origine historique de certains miliciens est à rechercher dans les conflits du Tchad et du Soudan. Il s'agit des soldats perdus des guerres tchadiennes et du Darfour qui, depuis la pacification du Tchad et la stabilisation du Darfour, vivent de banditisme/mercenariat dans les périphéries abandonnées. Ces combattants ont trouvé une voie de reconversion

naturelle dans le banditisme rural, le braconnage et le mercenariat<sup>6</sup>. Ainsi parmi les leaders de groupes armés, nombreux sont ceux que l'on appelle les « ex-libérateurs », c'est-à-dire les mercenaires tchadiens qui avaient aidé François Bozizé à prendre le pouvoir en 2003 en descendant de Ndjamena<sup>7</sup>. Après le putsch de 2003, les relations entre les ex-libérateurs et Bozizé se sont détériorées en moins d'un an. Ces derniers quittèrent Bangui et se replièrent à la frontière tchado-centrafricaine où ils vivaient de banditisme et de trafics<sup>8</sup>. Lors de sa création, la Seleka a été une entreprise de reconversion pour les combattants tchadiens ainsi que pour ceux des nombreuses milices du Darfour. Réputés pour leur combativité, les Darfuris de la Seleka sont partis ensuite se recycler sur d'autres champs de bataille, notamment en Libye<sup>9</sup>. À l'instar des Tchadiens, ils restent néanmoins présents dans certains groupes de l'ex-Seleka. Si le FPRC apparaît aujourd'hui comme le groupe armé le plus puissant, il le doit en grande partie à ses soldats de fortune tchadiens et soudanais<sup>10</sup>.

À ces mercenaires permanents s'ajoutent des soldats perdus centrafricains comme le FDPC d'Abdulaye Miskine. Ce groupe armé, qui s'est établi dans la préfecture de la Nana-Mambéré autour de la localité de Baboua, figure dans le paysage des milices centrafricaines depuis le début du siècle. Son origine remonte à l'époque d'Ange-Félix Patassé (1993-2003) quand ce dernier, de plus en plus isolé, avait voulu disposer d'une milice personnelle composée d'hommes de sa région, des Saras et des Kabas, sous la conduite d'un de ses hommes de main. La Centrafrique étant un pays qui a évolué non pas dans un climat « d'entre-guerres » mais « d'entre-putschs », de nombreux éléments des services de sécurité marginalisés d'un putsch à un autre se sont reconvertis dans le banditisme. Tchadiens, Soudanais et Centrafricains, ces soldats perdus sont des combattants/criminels endurcis qui fournissaient une partie de la main-d'œuvre des bandes de *zaraguinas* écumant la région. Désormais ces sous-

---

6. M. Debos, *Le Métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerre*, Paris, Karthala, 2013.

7. Comme, par exemple, Al-Khatim, Bahar et Force, l'un des principaux chefs des groupes armés du PK5.

8. À titre d'exemple, Bahar, l'actuel chef du MNLC, a été un ex-libérateur devenu zaraguina après avoir quitté Bangui. Sur le phénomène du banditisme zaraguina, lire C. Seignobos, « Le phénomène zargina dans le nord du Cameroun », *Afrique contemporaine*, n° 3, 2011 et S. Issa, *Les coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*, Paris, Karthala, 2010.

9. « Hundreds of Fighters from Chad, Darfur Feeding Off Libya's Turmoil », *Reuters*, 27 juin 2017.

10. Sur la continuité du recrutement de combattants tchadiens et soudanais par les factions de l'ex-Seleka, lire le *Rapport du Groupe d'experts sur la République centrafricaine*, ONU, 23 juillet 2018.

produits de l'histoire régionale (RCA, Tchad et Soudan) constituent le noyau dur des groupes armés actifs en Centrafrique.

### ***Le besoin d'auto-défense : insécurité et brutalisation des communautés***

L'autre source historique des groupes armés est le besoin d'auto-défense qui s'est manifesté dans les périphéries de la Centrafrique depuis près de trente ans. La désétatisation progressive du territoire centrafricain a abouti à un vide sécuritaire dans les régions les plus éloignées, c'est-à-dire les zones frontalières. Laissées sans protection, celles-ci sont vite devenues de parfaits espaces refuges et des théâtres d'opérations des *zaraguinas*, des groupes armés et de toutes sortes de trafics. C'est ce vide sécuritaire dans les vastes espaces frontaliers qui a permis l'implantation de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) dans les préfectures du sud-est de la Centrafrique à partir de 2008, le développement d'une transhumance armée en provenance du Tchad et du Soudan ainsi que les expéditions de braconnage soudanais militarisé à partir de la capitale du sud Darfour (Nyala).

Le vide sécuritaire a ouvert des territoires entiers, à commencer par le nord de la RCA, au grand banditisme et aux braconniers qui vont chaque année à la saison sèche du sud Darfour jusqu'au nord Cameroun<sup>11</sup>. Brutalisées par les *zaraguinas*, bousculées par les transhumants armés tchadiens et soudanais, les communautés de ces zones ont dû organiser tant bien que mal leur défense et se procurer des armes, ce qui a enclenché une escalade de la violence. La généralisation de l'insécurité en Centrafrique a considérablement affecté les communautés d'éleveurs dont le bétail a constitué et constitue toujours une cible de choix pour les bandits. De ce fait, la communauté peule a été l'une des premières à former des milices d'auto-défense dénommées les *archers peuls*<sup>12</sup> et à avoir un groupe armé structuré prétendant protéger la communauté peule dans son ensemble : le Front populaire pour le redressement de Baba Laddé qui est à l'origine de l'UPC. Les archers peuls ont obtenu de temps à autre un maigre soutien logistique du gouvernement centrafricain<sup>13</sup>. Actuellement, trois milices peules (l'UPC, les 3 R et la Coalition Siriri) opèrent en Centrafrique au nom de la défense des intérêts des éleveurs. De même, dans l'Ouham-

11. À la fin des années 1980 et au début des années 1990, l'armée française organisait déjà des opérations contre les braconniers soudanais dans le nord de la Centrafrique pour « marquer » la frontière.

12. « Les Peuhls Mbororo de Centrafrique, une communauté qui souffre », Association pour l'intégration et le développement social des Peuhls de Centrafrique, juin 2015.

13. « Des archers aux côtés de l'armée dans la lutte contre la LRA », *Radio Ndeke Luka*, 6 mai 2011.

Pende, les conflits croissants entre éleveurs et agriculteurs ont donné naissance à des milices villageoises qui sont la base historique de l'APRD. En l'absence de forces de sécurité étatiques, l'auto-défense est devenue une tradition communautaire proportionnelle à la vulnérabilité des diverses communautés.

Les Zandés qui occupent le Sud-Est de la RCA pourraient faire figure de contre-exemple du lien entre insécurité communautaire et création de milices : ils n'ont pas formé de milice d'auto-défense contre la LRA bien que celle-ci se soit implantée dans leur territoire du Mbomou et du Haut-Mbomou depuis 2008, à l'inverse de leurs voisins du Sud-Soudan dont les milices communautaires, les *Arrow Boys*, ont repoussé la LRA<sup>14</sup>. Cette absence de force d'auto-défense chez les Zandés centrafricains s'explique par le déploiement des troupes ougandaises et américaines dès 2010 contre la LRA dans le sud-est centrafricain.

Dans le Nord-Ouest, l'APRD avait été créée initialement en 2006 pour faire face aux incursions de l'armée tchadienne et aux zaraguinas. Son héritier – le mouvement armé dénommé Révolution & Justice apparu en 2014 sous la direction d'Armel Sayo – prétend aussi défendre les communautés frontalières de cette zone. Conformément à la logique de scissiparité, Révolution & Justice est maintenant divisé en deux groupes opposés : celui d'Armel Sayo et celui de Belanga.

Le mouvement anti-balaka qui a émergé pendant la seconde moitié de l'année 2013 est le produit destructeur de la combinaison d'une forte insécurité communautaire et de la disponibilité de soldats perdus. Ce mouvement a d'abord été une réaction d'auto-défense populaire des communautés gbayas de l'ouest face à l'intrusion et aux violences de la Seleka. Les premiers groupes de combattants anti-balaka étaient formés par des victimes (souvent des enfants) des attaques de la Seleka sur les villages gbayas. Désseparées, ces jeunes victimes d'origine rurale n'ont pas été laissées longtemps à elles-mêmes : elles ont vite été encadrées par des sorciers de village et des militaires proches de Bozizé qui avaient fui l'avancée de la Seleka vers l'Ouest centrafricain et le Cameroun. De mouvement d'auto-défense composé de civils, les anti-balaka, sont devenus en 2014 un mode de reconversion pour les FACA en débandade (et plus particulièrement la garde présidentielle essentiellement gbaya).

Loin d'être déconnectés de tout milieu social comme le laisse souvent entendre un discours qui présuppose un clivage radical entre les civils et les combattants, de nombreux groupes armés ont une origine et une légitimité communautaires.

---

14. « The Arrow Boys of South Sudan: An Army of the Willing », Enough Project, 11 mars 2010.

Un groupe armé récent qui a émergé en 2017 à la frontière camerouno-centrafricaine dans la préfecture de la Mambere-Kadeï, la Coalition Siriri, combine les deux racines historiques des milices. Composé de Peuls, ce groupe est d'abord né du besoin de protéger les troupeaux qui allaient paître dans les communes frontalières contre les anti-balaka de la zone de Noufo. Puis il a été renforcé par des anciens bandits de Baba Laddé (reconvertis dans l'UPC entre-temps) et des membres du FDPC de Miskine (des non-Peuls). La modification de la composition de ce groupe armé a transformé ce qui était en 2015-2016, une simple milice d'éleveurs en un gang qui se livre à des raids (récemment sur la sous-préfecture d'Amada Gaza) à la manière des *zaraquinas*.

## Que font-ils ? Le « conflict business model » des groupes armés

La caractéristique du conflit en RCA est qu'il ne se traduit pas par des affrontements entre seigneurs de guerre et forces gouvernementales mais par des affrontements entre groupes armés. Depuis la défaite de la Seleka, ces affrontements opposent : les anti-balaka et les groupes armés musulmans ; les anti-balaka entre eux ; et les groupes armés musulmans entre eux. La Centrafrique est donc devenue un champ de bataille aussi fratricide que désordonné.

Le processus de décomposition de l'ex-Seleka s'est déroulé dans la violence et a conduit à des combats fratricides : de la fin 2016 à la fin 2017, le FPRC a mené une campagne violente contre l'UPC avec l'aide notamment du MPC et de groupes anti-balaka<sup>15</sup>. On assiste même parfois à une double confrontation guerrière dans certaines zones particulièrement stratégiques comme la ville diamantifère de « Bria la Scintillante » où les groupes de l'ex-Seleka s'affrontent et affrontent en même temps les groupes d'auto-défense bandas. Cette conflictualité généralisée qui contredit le schéma réducteur « anti-balaka versus ex-Seleka » reflète la raison d'être des groupes armés : la compétition pour le contrôle d'espaces économiques stratégiques. La prédation des ressources économiques est le principal objectif des groupes armés. Leur structure économique, (leur « business model »), est désormais bien connue grâce aux travaux du groupe d'experts de l'Organisation des Nations unies (ONU) et des rapports de l'International Peace Institution Service (IPIS).

En 2013, le conflit centrafricain a débuté comme une grande razzia orchestrée par une coalition de Soudanais, Tchadiens et groupes armés

---

15. « Centrafrique : Mahamat Al-Khatim quitte la coalition dirigée par Nouredine Adam », *Jeune Afrique*, 2 octobre 2017.



centrafricains du nord-est. Depuis lors, l'éclatement de la Seleka et l'éparpillement des groupes armés a donné lieu à une segmentation du territoire centrafricain et un accaparement de ses maigres ressources. Partout où ils sont présents, les groupes armés imposent une gouvernance économique prédatrice plus ou moins organisée : si les groupes les moins structurés se contentent de « l'économie des barrières<sup>16</sup> » qui existait avant le conflit au bénéfice des services de sécurité, les groupes les plus structurés issus de l'ex-Seleka copient le système de prédation des acteurs étatiques en s'appropriant leurs fonctions rémunératrices : douanes, impôts divers, etc. Ainsi dans le Nord, le FPRC et l'UPC se présentent comme un gouvernement de fait. À l'inverse des anti-balaka, ils ont établi des structures administratives et fiscales parallèles pour taxer toutes les ressources économiques<sup>17</sup>.

Les principales sources de revenus des groupes armés sont :

■ **Le commerce** (contrôle lucratif des routes commerciales)<sup>18</sup>

La logique économique des groupes armés se focalise sur les principales routes commerciales car c'est là qu'ils peuvent taxer tous les biens qui circulent, à l'instar des forces de sécurité nationales. Selon l'IPIS, 52 % des barrières sont tenues par des mouvements de l'ex-Seleka et deux circuits commerciaux essentiels pour l'économie de la RCA sont aux mains des groupes armés<sup>19</sup> : le circuit du bétail (du nord du pays à Bangui en passant par Kaga Bandoro et Bambari) et le circuit du commerce avec le Soudan (les routes qui connectent RCA et Soudan et permettent l'approvisionnement de toutes les villes du Nord-Est : Bria, Birao, Ndélé, Bambari).

Selon l'IPIS, chaque année le réseau commercial soudanais rapporte 2,3 millions d'euros et le circuit du bétail 3,5 millions aux groupes armés. Tous les camions qui viennent à Bria depuis le Soudan sont taxés par les groupes armés qui tiennent cette route et ils doivent s'acquitter de « frais de dédouanement » auprès du FPRC. Ils se financent aussi sur les exportations de café de la RCA au Soudan (le café est produit dans le

---

16. L'économie des barrières désigne l'érection de péages sur les routes et pistes. Lire « The Politics of Pillage: The Political Economy of Roadblocks in the Central African Republic », IPIS, décembre 2017.

17. *Rapport du Groupe d'experts sur la République centrafricaine*, ONU, 23 juillet 2018.

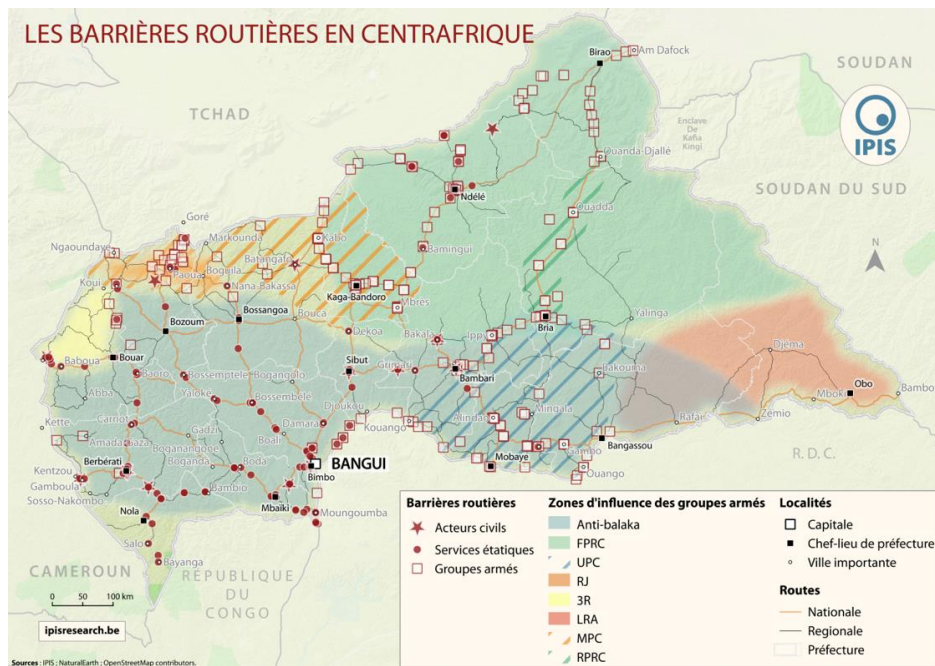
18. Le trafic d'armes est bien sûr à inclure dans la liste des commerces profitables aux groupes armés. Les armes proviennent du Tchad, du Soudan et de la République démocratique du Congo. Les saisies de quantités importantes de munitions de chasse fabriquées par la Manufacture d'armes et de cartouches congolaise (MACC) de Pointe Noire, en République du Congo, témoignent de l'intensification des activités de trafic le long du fleuve Oubangui. *Rapport du Groupe d'experts sur la République centrafricaine*, ONU, 23 juillet 2018.

19. « Central African Republic: A Conflict Mapping », IPIS, août 2018.

Mbomou et acheté par les commerçants soudanais pour être revendu à Khartoum).

Dans le Nord-Ouest, le contrôle de la route qui relie Paoua, la principale ville de l'Ouham-Pendé, aux frontières camerounaises et tchadienne est l'objectif principal du MNLC de Bahar. Bien qu'il affirme chercher à créer une zone sécurisée permettant le retour des réfugiés, sa véritable motivation est en fait de contrôler l'axe routier reliant le Cameroun aux villes de Bang, Ndim et Paoua. Le 10 juillet 2017, des éléments armés placés sous son commandement se sont emparés du poste frontière de Bang, ce qui a conduit les autorités camerounaises à fermer la frontière, coupant ainsi l'accès au marché de Mbaiboum, avant de finalement la rouvrir à la fin du mois de septembre.

De même le déplacement de l'UPC vers le sud-est de la RCA à partir de mi-2017 n'est pas seulement une réaction tactique face à l'offensive du FPRC : c'est aussi et surtout une stratégie économique qui vise à contrôler une voie d'accès sur la frontière fluviale centrafricano-congolaise pour commercer avec la RDC (armes et munitions, bétail, minerais, etc.). L'UPC a ainsi établi une présence dans les localités sur la frontière fluviale de Bema à Mboki. L'intention de l'UPC est d'étendre sa présence dans la préfecture du Haut-Mbomou et sa sphère d'influence jusqu'au Sud-Soudan.



Source : Natural Earth Open Street Map contributors, IPIS, septembre 2017.

## ■ Le bétail

Étant la principale ressource des sociétés rurales du nord de la RCA, le bétail est aussi celle des groupes armés localisés dans le Nord. Ces derniers tirent profit de toutes les opportunités d'enrichissement liées à l'élevage. Alors que les anti-balaka exploitent cette ressource par le vol<sup>20</sup>, les ex-Seleka et les milices peules profitent du commerce du bétail en sécurisant la transhumance, régulant les conflits pastoraux et agropastoraux, taxant le transport et développant leurs propres troupeaux. La milicianisation de l'économie pastorale, qui avait débuté bien avant la crise, a été accentuée par celle-ci ; la plupart des seigneurs de guerre de l'ex-Seleka étant devenus des propriétaires de bétail<sup>21</sup>.

Dans le cadre d'une alliance nouée avec le groupe Révolution & Justice, la faction du MPC dirigée en mai 2016 par Bahar a établi son bastion dans la région de Paoua. Ce dernier a fait installer un marché au bétail près de la ville et a pris le contrôle de l'axe routier reliant Paoua à la frontière tchadienne, mettant ainsi en place un couloir sécurisé pour l'acheminement d'animaux depuis le Tchad. Bien que la frontière centrafricano-tchadienne soit officiellement fermée depuis 2014, les propriétaires de bétail tchadiens les plus influents (très souvent des militaires de haut rang) ont le droit de faire passer leur cheptel du Tchad à la République centrafricaine sous la protection des hommes de Bahar.

La route du bétail qui va du Tchad au marché de Bangui est segmentée entre plusieurs groupes armés (y compris des anti-balaka) et représente pour eux un enjeu économique de taille. Compte tenu de leur emprise territoriale le long de cette route, le commerce du bétail est particulièrement rémunérateur pour le MPC et l'UPC<sup>22</sup>.

## ■ L'or et les diamants

L'éparpillement des gisements de surface sur le territoire centrafricain rend les ressources minérales très accessibles aux groupes armés. D'autant plus accessibles qu'une fraction de l'ex-Seleka était composée de négociants et d'artisans miniers du Nord-Est souhaitant se venger de l'opération *Closing Gate* de Bozizé en 2008<sup>23</sup>. Les groupes armés s'efforcent de contrôler des sites miniers, de devenir vendeurs ou/et de

---

20. En 2014, lors de la fuite des musulmans de l'ouest de la RCA, les anti-balaka s'étaient emparés d'une grande partie de leur cheptel. Depuis lors, ils continuent à s'adonner au vol de bétail.

21. G.-F. Ankogui-Mpoko et T. Vircoulon, « La transhumance en Centrafrique : une analyse multidimensionnelle », mars 2018 ; « La face cachée du conflit centrafricain », International Crisis Group, *Briefing Afrique*, n° 105, décembre 2014.

22. « Central African Republic: A Conflict Mapping », *op. cit.*

23. « De dangereuses petites pierres : les diamants en République centrafricaine », *Rapport Afrique*, n° 167, International Crisis Group, décembre 2010.

taxer la production au titre de la sécurité. De ce fait, émerge une catégorie de comzones/négociants d'or et de diamants parmi les ex-Seleka mais aussi parmi les anti-balaka<sup>24</sup> dans l'ouest de la RCA qui, du statut de creuseurs ou d'artisans miniers, sont devenus collecteurs grâce au conflit. Du fait de la chasse aux musulmans qui a eu lieu dans l'Ouest centrafricain en 2014, ils ont remplacé les collecteurs en fuite – métier traditionnellement dominé par les musulmans – et ont eu une sorte de promotion par la violence.

### ▀ Les sociétés étrangères

Les sociétés étrangères qui veulent travailler en brousse doivent contribuer au financement des groupes armés. Ainsi la reprise des prospections minières par des compagnies chinoises après les élections de 2016 a été une aubaine pour les groupes armés présents dans les territoires des permis de prospection<sup>25</sup>. La société pétrolière chinoise qui avait obtenu de Bozize des permis de prospection dans le Nord-Est et a voulu reprendre son activité a dû louer la protection du FPRC<sup>26</sup>. De même les compagnies chinoises qui prospectent le sous-sol dans les préfectures de la Nana-Mambéré et de la Mambéré-Kadeï ont dû verser des rançons lors de kidnappings et trouvent des « arrangements » avec les anti-balaka locaux<sup>27</sup>. Les sociétés de téléphonie qui ont des relais en province font aussi régulièrement l'objet de pressions des groupes armés pour leur verser de l'argent au titre de la sécurisation de leurs équipements.

### ▀ Les organisations non gouvernementales (ONG)

Les ONG sont fréquemment victimes d'une criminalité imputable aux groupes armés car elles représentent souvent, dans certaines provinces, la dernière ressource économique<sup>28</sup>. Dans certaines villes, toutes les entreprises ont fermé et les fonctionnaires ont fui depuis longtemps. Par conséquent, la seule poche d'économie formelle qui subsiste se limite aux ONG internationales : à Paoua, Kaga Bandoro, Bangassou ou Bria, elles sont les seules à créer des emplois, à louer des biens (voitures, logements) et à avoir des sommes significatives en cash. Leurs employés locaux font figure de « privilégiés » dans la société et sont les plus exposés à la convoitise des miliciens. Les stocks des ONG sont pillés quand l'opportunité se présente, comme à Bangassou en mars 2018. Du fait de

---

24. Nice à Amada Gaza, Awilo, Mopao pour ne citer que des comzones de la Mambéré-Kadeï.

25. « La Chine renforce sa présence minière en Centrafrique », *La Tribune Afrique*, 5 janvier 2017.

26. « Les Toyota aperçus à Kaga-Bandoro ont été volés à une entreprise pétrolière chinoise », *Centrafrique Actu*, 19 avril 2018.

27. « Rapport du Groupe d'experts sur la République centrafricaine », ONU, 23 juillet 2018.

28. Sur la situation sécuritaire des ONG, lire E. Picco et T. Vircoulon, *État des lieux du système d'action humanitaire en Centrafrique*, CCO & Mercy Corps, 2017.

cette pression criminelle permanente, les ONG contribuent involontairement au financement des groupes armés.

Le « conflict business model » des groupes armés repose donc sur l'exploitation par la violence de toutes les ressources disponibles dans un territoire donné, y compris les ONG. Cette gouvernance prédatrice prend la forme d'une taxation officialisée par des documents dans les zones sous contrôle de l'UPC, du MPC et du FPRC mais complètement anarchique et arbitraire dans les zones sous contrôle des anti-balaka. Cette compétition violente pour les ressources du territoire centrafricain explique 90 % des combats entre les groupes armés, c'est-à-dire l'essentiel de la conflictualité. De ce fait, le conflit centrafricain ressemble plus à une guerre économique généralisée qu'à une guerre de religion comme il a été dépeint parfois de manière extrêmement simplificatrice<sup>29</sup>.

## Comprendre la conflictualité : l'économie politique du conflit

En raison du « conflict business model » des groupes armés, le conflit centrafricain ressemble aujourd'hui à un enchâssement de conflits économiques locaux, c'est-à-dire de luttes parfois fratricides pour le contrôle de ressources dans des territoires donnés. Le fait que les enjeux économiques soient le principal objectif des groupes armés a pour conséquence logique la fragmentation des groupes armés, leurs violentes et constantes luttes intestines qui empêchent notamment la reformation de l'ex-Seleka, la fluidité des alliances, voire la formation d'alliances résolument contre-nature. Ainsi a-t-on vu en 2017 deux ennemis, le FPRC et les anti-balaka, faire front commun contre l'UPC et l'accuser d'être un mouvement de « mercenaires étrangers » qu'il fallait chasser de Centrafrique<sup>30</sup>. Illustration des violentes et constantes luttes intestines pour le profit, le leadership des groupes anti-balaka qui ont pris Bangassou en mai 2017 s'est rapidement autodétruit autour de la question du partage du butin<sup>31</sup>.

---

29. L. Baron, « Centrafrique : vers un conflit religieux ? », *TV5 Monde*, 15 décembre 2013.

30. À Bria, le FPRC qui compte aussi dans ses rangs des combattants étrangers a été jusqu'à armer les premières milices banda pour combattre l'UPC. Au moment de l'écriture de ce rapport, le FPRC combat les milices d'auto-défense banda.

31. La plupart des *leaders* qui avaient pris Bangassou en mai 2017 ne sont plus actifs, certains n'ayant pas survécu à leur « victoire ». Mahamat Ngadé, un ex-FACA qui faisait figure de leader en 2017, a été exécuté par Pino Pino en décembre 2017. Certains ont fui ou se sont livrés à la MINUSCA pour éviter d'être abattus par leurs rivaux. Romaric Madango, un des leaders des groupes d'auto-défense à Bangassou, a fui en RDC, en décembre dernier. Il a été arrêté par les services de renseignements congolais le 3 janvier dernier, puis il a été transféré en Centrafrique le

## **Émergence de milices peules et conflits du bétail dans l'Ouest centrafricain**

Dans trois préfectures frontalières de l'Ouest centrafricain (Ouham Pende, Nana-Mambéré et Mambéré-Kadei), une véritable guérilla du bétail met face à face les milices peules et les anti-balaka. Cette guérilla résulte de la pression des éleveurs centrafricains et camerounais pour se réapproprier les pâturages centrafricains, dont le libre accès a été remis en cause par le contrôle des anti-balaka depuis 2014 qui s'adonnent au vol de bétail. Les éleveurs peuls s'étant réfugiés avec leur bétail au Cameroun en 2014, des milices communautaires peules ont commencé à apparaître à partir de 2015 dans les communes d'élevage à la frontière centrafricano-camerounaise (Koui, Besson, Niem, Yelewa et De Gaulle) et dans les sous-préfectures frontalières d'Amada-Gaza et de Gamboula. Payé par des éleveurs, le mouvement 3 R dirigé par le Peul Sidiki dit avoir trois priorités : protéger la communauté peule et mettre fin à la discrimination dont elle est victime ; le retour des personnes déplacées ; mettre en place des règles régissant la transhumance. Dans la seconde zone, les milices peules ont fait parler d'elles dès 2016 et, à la fin 2017, elles ont formalisé leur existence sous le nom de Coalition Siriri dirigée par un chef traditionnel peul, le *ardo* Abba.

Dans ces zones, les vols de bétail par les anti-balaka sont au centre de la dynamique de violence car ils justifient l'existence de milices peules qui se livrent à des représailles discriminées contre des villageois. En 2017, les 3 R de Sidiki et les anti-balaka du « général » Ndalé (une milice essentiellement gbaya) se sont affrontés jusqu'à la signature d'un accord de paix en décembre 2017. À Bouar, d'après des autorités locales, le groupe anti-balaka dirigé par les frères Ndalé aurait volé environ 4 000 têtes de bétail entre 2015 et 2017, donnant lieu à une série de représailles de la part de la milice peule de Sidiki visant des villageois.

## **Conflits miniers : l'enjeu des grandes mines**

Toutes les « grandes » mines (à l'échelle du secteur minier artisanal centrafricain) ont fait l'objet de luttes entre des groupes armés. De 2016 à 2018, il en a été ainsi à Ndassima (une mine d'or à 50 kilomètres de Bambari), à Bakouma, à Nzako, à Bakala et à Bria. Cette grande ville, qui a attiré une population nombreuse et multiethnique et qui est le *hub* du commerce de diamants dans l'Est centrafricain, est aussi pour cette raison

---

22 février 2018. De même Kevin Béré-Béré, un ex-FACA, et son adjoint Patrick Gbiago dit Ngbo se sont livrés à la MINUSCA de peur d'être tués par un autre leader dénommé Larmassoul.

un *hub* de groupes armés : quatre groupes armés (l'UPC, le RPRC, le FPRC et les groupes d'auto-défense banda) se partagent Bria et aucun n'entend lâcher ce qu'ils considèrent être une ville très lucrative.

### ***Des groupes armés au centre de Bangui : la problématique économique du PK5***

Si la Seleka a quitté Bangui fin 2013-début 2014 sous la pression de l'armée française, elle a maintenu jusqu'à présent des combattants dans le principal quartier commercial appelé PK5, ce qui suscite des épisodes de tensions et de violences. Ces groupes armés empêchent les forces de sécurité intérieures (police et gendarmerie désignées par l'acronyme FSI) de reprendre pied dans le poumon économique de Bangui. Les groupes armés qui occupent le PK5 depuis 2014 défendent avant tout une position économique. S'ils s'accrochent avec tant d'opiniâtreté au PK5, ce n'est pas pour défendre les musulmans de Bangui comme ils le disent mais pour défendre leur contrôle de l'économie locale. En effet, bien que les leaders de l'ex-Seleka vivent dans le nord du pays depuis leur départ forcé de Bangui, certains d'entre eux ont encore des intérêts financiers au PK5. De nombreuses communautés musulmanes se répartissent ce marché sur la base d'une spécialisation par métiers<sup>32</sup>. Ce marché est au cœur d'une lutte entre le gouvernement qui veut y étendre son « contrôle » et les commerçants musulmans qui craignent que ce contrôle ne nuise à leurs intérêts. Pris entre le marteau et l'enclume des groupes armés et des FSI, les commerçants préfèrent ce qu'ils considèrent comme un moindre mal : le racket des groupes armés musulmans.

À l'échelle du pays, les communautés musulmanes de l'Est sont essentiellement composées d'éleveurs et de commerçants. Les groupes armés de l'ex-Seleka représentent pour ceux-ci un véritable bouclier face à une reprise en main gouvernementale qui s'accompagnerait d'un désir de revanche, fréquemment exprimé dans les cercles dirigeants, notamment vis-à-vis des musulmans dits étrangers (ceux d'origine tchadienne et soudanaise qui forment l'essentiel des marchands des villes de l'Est).

---

32. Les Tchadiens sont spécialisés dans les fripes, les Nigériens dans les pièces de mécanique, les Sénégalais dans la confection, etc.

# La place des autorités centrafricaines dans l'écosystème des groupes armés

Certains groupes armés s'opposent au gouvernement, d'autres lui reconnaissent une légitimité mais tous prennent une position à son égard et entretiennent des relations (d'hostilité ou de proximité) avec ce dernier. Il est partie prenante de l'écosystème des groupes armés et un de leurs principaux référents positifs ou négatifs.

Alors que les acteurs internationaux espéraient une rupture avec les élections de 2016, il n'en est rien. Celles-ci ont abouti au retour de la gouvernance négative parce qu'elles ont été une compétition entre les membres de la classe politique<sup>33</sup> qui préexistait à la crise et en est en grande partie responsable. Loin d'être repentante et capable de faire son autocritique, l'élite régnante à Bangui marche confortablement dans les pas des gouvernements précédents. Recroquevillée sur Bangui, elle poursuit les pratiques de gouvernance négative qui sont à l'origine du clientélisme compétitif, de la désétatisation et du dépérissement de l'administration territoriale.

## Absence de structures de prise en charge de la population : le contrat social à l'envers

Appelée dans le langage onusien absence de « l'autorité de l'État », l'absence d'encadrement administratif des communautés est le résultat d'un processus de désétatisation de la Centrafrique qui s'inscrit dans la longue durée<sup>34</sup>. Il a commencé à l'époque de Patassé<sup>35</sup> et a été accéléré par le retrait progressif de la coopération française après les mutineries de

---

33. Hormis François Bozizé et Michel Djotodia qui ont pris la route de l'exil, le premier en Ouganda et le second au Bénin.

34. « République centrafricaine : anatomie d'un État fantôme », *Report*, n° 136, International Crisis Group, décembre 2007.

35. Voir selon certains dès le président Kolingba (1985-1993).



1996-1997. Cette coopération était essentiellement une coopération de substitution qui allait de l'armée jusqu'à la douane, elle faisait fonctionner l'appareil d'État grâce à des bataillons d'assistants techniques et permettait d'assurer *a minima* les fonctions régaliennes d'un État moderne.

La déréliction graduelle des administrations en province avait atteint un point tel en temps de paix que la Centrafrique ressemblait à un « État fantôme » en... 2007<sup>36</sup>. L'expression populaire d'alors « l'État s'arrête à PK12 » traduisait la réalité des services publics. La disparition des services publics de santé et d'éducation a été partiellement compensée par les réseaux confessionnels et les ONG. L'Église catholique a maintenu un réseau dense d'écoles, de collèges et de lycées qui passent pour les meilleurs du pays tout en contribuant aussi aux services de santé. Considérée comme la seconde ville du pays, Berbérati n'avait plus de réseaux d'eau et d'électricité fonctionnels bien avant le déclenchement du conflit. Consciente de la décrépitude des provinces, l'UE avait lancé avant le conflit un programme appelé « pôles de développement » qui visait précisément à soutenir les activités économiques et la présence des administrations dans certaines villes de province. Ce programme a été interrompu par le conflit, puis est devenu un programme de reconstruction de bâtiments administratifs.

Toutes les cultures de rente (coton, café, tabac, etc.) qui bénéficiaient au XX<sup>e</sup> siècle d'un soutien de l'État ont périclité pour deux raisons : la fin des aides de l'État aux producteurs paysans et le renchérissement du transport qui a rendu leur production non profitable. En effet, en l'absence d'entretien, le réseau routier est devenu un réseau de pistes et les pistes sont devenues des chemins. La RN2 qui relie la capitale à l'Est du pays prend des allures de piste étroite avalée par la forêt. Seules les visites présidentielles donnaient lieu à de modestes réfections. Ainsi la préfecture du Haut-Mbomou à l'extrême sud-est du pays a été visitée par Bokassa en 1968, puis Kolingba puis Bozizé en 2010. À ces trois occasions, quelques bâtiments officiels où devait se rendre le président ont été rénovés et les présidents ont tous promis de refaire la RN2. En raison de la dégradation des routes, les déplacements sont devenus difficiles en saison sèche et impossibles en saison des pluies, ce qui accentue l'isolement des populations. Abandonnées par plusieurs gouvernements successifs, celles-ci doivent se débrouiller pour survivre mais aussi pour se protéger avec les conséquences que l'on sait.

Ces décennies de non-gouvernance ont conduit à une inversion du contrat social : le gouvernement ne fournit absolument aucun service à la

---

36. ICG, décembre 2007, *op. cit.*

population et, en retour, il ne lui demande rien. Ce n'est que lorsque le gouvernement a vraiment besoin d'elle (les élections) qu'il se rappelle à son bon souvenir « en faisant campagne ». Les campagnes électorales sont les rares occasions de visite des politiciens de Bangui en province, favorisant le marchandage entre le gouvernement et la population. Le gouvernement tente d'acheter son adhésion ponctuelle en déversant quelques bienfaits éphémères qui vont du pagné à la promesse de construire des routes, en passant par les obligatoires enveloppes de billets pour les notables locaux afin d'en faire de fidèles agents électoraux du gouvernement. Cette « démocratie des enveloppes » est au cœur de la politique centrafricaine.

### Centre des impôts de Bria



Source : auteur, juillet 2018.

## La continuité de l'inversion du contrat social sur fond de mauvaise gouvernance généralisée

À l'époque du président Bozizé, l'État centrafricain était une friche administrative ; il est maintenant à l'état de souvenir mais surtout le gouvernement issu des élections de 2016 n'a pas mis fin à la longue dégénérescence de l'État centrafricain<sup>37</sup>. Depuis sa mise en place en 2016, le nouveau régime réplique les pratiques de gouvernance observables à l'époque de Bozizé.

37. Et ce bien que le diagnostic ait été fait correctement dans plusieurs documents officiels. Lire par exemple la *Stratégie nationale de restauration de l'autorité de l'État*, juin 2017.

## ***Continuer l'inversion du contrat social***

La problématique de la « restauration de l'autorité de l'État » en province est abordée dans une perspective contre-productive. Le gouvernement Touadéra a remis au goût du jour la tradition des ministres résidents qui avait déjà cours à l'époque de Bozizé. En théorie, ce sont des ministres qui, en plus de leurs responsabilités habituelles, doivent suivre les affaires de leur préfecture d'origine. En pratique, l'expression « ministre résident » est une antiphrase : les ministres ne sont jamais résidents. Ils mettent rarement les pieds dans leur province d'origine et ne suivent pas vraiment ce qui s'y passe. L'*habitus* de gouvernement recroquevillé sur Bangui persiste. Le président n'aime pas se déplacer en province : après son élection, ses visites ont été faites sous la pression du Représentant spécial du secrétaire général (SRSG) de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA). Les visites des autorités gouvernementales en province continuent à se dérouler selon le schéma de l'adhésion pécuniaire : ces autorités distribuent des enveloppes à l'élite locale, voire aux groupes armés.

Pour ceux qui sont attentifs à la gouvernance réelle, c'est-à-dire la façon dont les biens et services publics sont réellement « fournis », la « restauration de l'autorité de l'État » ne signifie pour le moment rien d'autre que le déploiement en province des administrations de sécurité : préfets, sous-préfets, magistrats, FACA et FSI. Mais, d'une part, ce déploiement dans le dénuement n'est pas durable en raison de l'absence de budgets de fonctionnement (les fonctionnaires reçoivent leur salaire mais n'ont pas de budget pour leur action quotidienne) ; d'autre part, le déploiement reste très précaire compte tenu de l'insécurité, de la rusticité des conditions de vie en province et du fait que les salaires des fonctionnaires continuent à être uniquement versés à Bangui. Tous les prétextes étant bons pour revenir à la capitale, il y a de nombreux retours cachés des fonctionnaires civils<sup>38</sup>. Bien que la reconstitution du contrat social soit une des priorités du RCPCA<sup>39</sup>, le gouvernement actuel ne fait aucun effort particulier pour le rétablissement des services sociaux en dehors de Bangui – tâche qu'il continue à déléguer *de facto* aux églises et aux ONG.

---

38. Le préfet de la Haute-Kotto, une zone sous contrôle des groupes armés, a quitté son poste pour plusieurs mois en accumulant mission de service à Bangui et formation en Chine.

39. Le second pilier du RCPCA est le renouvellement du contrat social entre l'État et ses citoyens, y compris pour les services de base et la sécurité alimentaire. Lire le *Plan national de relèvement et de consolidation de la paix 2017-2021*, République centrafricaine, 2016.

## ***Les bonnes vieilles recettes de la gouvernance négative***

Comme à l'époque de Bozizé, le gouvernement use et abuse des prérogatives financières d'un pouvoir souverain sans l'être véritablement. En d'autres termes, la corruption continue à caractériser le fonctionnement du régime. D'une part, la présidence ne respecte pas l'article 60 de la Constitution qui stipule que « le gouvernement a l'obligation de recueillir préalablement l'autorisation de l'Assemblée nationale avant la signature de tout contrat relatif aux ressources naturelles ainsi que des conventions financières. Il est tenu de publier ledit contrat dans les huit jours francs suivant sa signature » ; d'autre part, selon le Fonds monétaire international (FMI), les recettes fiscales ne sont pas proportionnelles à la reprise de l'activité économique depuis 2016. Celles-ci plafonnent à 9 % du PIB (contre à peine 12 % avant 2013)<sup>40</sup>. Plusieurs comptes bancaires suspects ont été identifiés et la pratique du détournement des recettes fiscales persiste. L'arrivée rapide des sociétés chinoises après 2016 (notamment dans les zones aurifères et diamantifères de l'ouest) et d'une société russe dont la filiale locale dotée de permis de prospection s'appelle Lobaye Invest illustre aussi ces pratiques<sup>41</sup>.

La mauvaise administration se poursuit comme à l'époque de Bozizé. Les budgets des ministères restent symboliques et le renforcement de capacité des administrations, loin d'être une priorité du gouvernement, est laissé à la bonne volonté des bailleurs. De plus, le recours excessif aux missions à l'étranger pour augmenter son salaire mensuel reste de mise au niveau des membres du gouvernement dont certains sont plus souvent hors du pays qu'à leur bureau. Dans son action, le gouvernement ne se préoccupe guère du suivi de ses décisions. Ainsi un grand nombre d'entre elles ne sont pas effectivement appliquées par l'administration. La faible capacité de gouvernance du nouveau régime se ressent dans le grand désordre qui continue à régner dans l'administration. Selon l'IPIS, 41 % des barrières sur les routes sont tenues par les forces de sécurité et surtout la gendarmerie.

À l'instar de Patassé qui avait recouru à la Libye et de Bozizé à l'Afrique du Sud pour assurer sa protection rapprochée, le président Touadéra s'engage dans l'externalisation de sa sécurité auprès de la Russie. Mis en place à Sotchi en septembre 2017, ce partenariat repose sur le deal habituel depuis Patassé : « sécurité personnelle du président et sécurité du

---

40. « Fourth Review under the Extended Credit Facility Arrangement », FMI, 18 juin 2018.

41. Lobaye Invest a reçu deux permis de prospection minière en juin et juillet 2018. Les deux sites de Lobaye Invest sont situés à l'ouest de Bangui.

régime versus ressources naturelles ». Ce faisant, il a pris à contre-pieds les efforts de l'UE dans le domaine de la formation des forces de sécurité, et dans le domaine des négociations de paix. En effet, les Russes interviennent maintenant massivement dans la formation et l'accompagnement des FACA et FSI. De même alors que l'UE avait tenté de mettre de l'ordre dans les médiations internationales lors de la réunion de Bruxelles en juin 2017, les Russes s'efforcent de négocier un accord entre le gouvernement et les groupes armés *via* Khartoum qui ridiculiserait l'Initiative africaine soutenue par l'UE<sup>42</sup>.

À Bangui, on observe les prémices de l'autoritarisme présidentiel. Le petit monde politique banguissois est agité par l'antagonisme entre le président Touadéra et le président de l'Assemblée nationale, Karim Meckassoua. Cet antagonisme s'est manifesté dès l'après-élection de 2016 autour de l'application de l'article 60 de la Constitution. Les derniers développements de cet antagonisme sont l'élection du bureau de l'Assemblée nationale au début 2018 (largement influencée par le jeu des enveloppes), la dénonciation par Meckassoua d'une tentative d'empoisonnement, la pétition contre lui, etc. Tout ceci augure d'un regain de tension pendant la période pré-électorale en 2019 alors que les partis sont évanescents et que le vagabondage politique est la norme.

## Relations coupables avec les groupes armés

Le gouvernement entretient des relations de proximité avec les groupes armés anti-balaka et de l'ex-Seleka<sup>43</sup>. Des personnalités proches du mouvement anti-balaka font partie des cercles du pouvoir depuis 2016 tandis que le remaniement ministériel de 2017 a ouvert le gouvernement à des représentants de certains groupes de l'ex-Séléka. Parmi les cooptés figurent Lambert Moukove-Lissanel, le ministre des Eaux et Forêts, et Gontran Djono Ahaba, neveu de l'ancien président Michel Djotodia, dont il avait été le ministre d'État aux Mines, au Pétrole et à l'Énergie et qui est revenu prendre le poste de ministre de l'Énergie et des ressources hydrauliques. Par ailleurs, le cabinet de Touadéra ressemble à celui de Bozizé qui recourait souvent à la cooptation des opposants. Comptant au moins 40 conseillers, la présidence ressemble moins à un collectif de travail qu'à un placard à opposants.

---

42. Depuis mi-2017, l'UA a été officiellement chargée d'une mission de médiation entre les groupes armés et le gouvernement.

43. E. Picco, « The World Has Put Its Faith in CAR's Leadership. It Should Think Again », *African Arguments*, 24 octobre 2017.

Mais les relations entre politiques et groupes armés vont au-delà des cercles gouvernementaux et concernent la classe politique dans son ensemble. On peut dresser la typologie suivante de ces relations : parrainages, relations d'affaires, assistances ponctuelles et sympathies.

Des politiciens sympathisent en effet ouvertement avec certains groupes armés. Lors de la flambée de violence au PK5 en avril 2018, plusieurs députés ont tenu des propos qui trahissaient leur proximité avec les anti-balaka. Certains politiciens et fonctionnaires sont non seulement en contact avec des groupes armés mais ils entretiennent aussi des relations d'affaires avec ceux-ci. Ils leur fournissent des acheteurs pour les diamants et l'or à la capitale et une protection politique qui s'apparente à un parrainage. Ainsi, lorsque les premières frictions ont eu lieu à Bouar entre les FACA nouvellement déployés et les anti-balaka de Ndalé, des instructions ont été données aux FACA de ne pas s'en prendre à ce gang de voleurs de bétail. Les frères Ndalé bénéficient de la complicité, voire parfois du soutien, des autorités qui, jusqu'à aujourd'hui, les ont laissés agir en toute impunité. Marcel Ndalé s'est évadé de la prison de Ngaragba en 2015 et n'a jamais été pourchassé bien qu'on puisse le rencontrer ouvertement à Bouar. Pendant toute l'année 2017, les autorités nationales à Bangui ont minimisé le danger que représentent les anti-balaka, arguant que le groupe 3 R est la principale source de menaces pour les civils dans la zone de Bouar.

De même, la flambée de violence dans le Mbomou en 2017 a en partie été téléguidée par le « clan des bellicistes » dans les cercles politiques de Bangui<sup>44</sup>. Des anti-balaka aguerris<sup>45</sup> en provenance de l'Ouest centrafricain se sont rendus dans cette préfecture de l'Est où ils ont pris la tête du mouvement anti-balaka. Cette opposition venue de l'Ouest étaient soutenus par des commanditaires bien placés à Bangui. L'offensive anti-balaka dans le Mbomou s'est faite sur fond de partenariat financier entre des petits seigneurs de guerre et des politiciens. De même un collecteur servant d'intermédiaire entre Bria et Bangui a été libéré sur intervention après avoir été arrêté en possession de diamants qu'il ramenait d'une zone sous contrôle des ex-Seleka. Dans un contexte d'informalisation de la vie politique, certains tirent très habilement parti du désordre ambiant dans lequel ils savent naviguer et promouvoir leurs intérêts.

---

44. *Rapport du Secrétaire général sur la République centrafricaine*, Conseil de Sécurité, 15 février 2018.

45. Ngadé, un ex-FACA, Pino Pino, Pépin Wekanam de son vrai nom, originaire de Boali dans l'Ombella-Mpoko, et Kevin Béré-Béré, un ex-FACA originaire de Benzembé dans l'Ouham.

# Les puissances étrangères et les stratégies internationales

Paradoxalement, des puissances étrangères et les stratégies internationales contribuent à l'ouverture de l'écosystème des groupes armés alors qu'elles sont censées faire l'inverse. Les pays de la région sont appelés à « lutter contre les trafics transfrontaliers d'armes et de ressources naturelles<sup>46</sup> » et la MINUSCA se doit de « procéder à des arrestations et des mises en détention en vue de maintenir l'ordre public fondamental et de lutter contre l'impunité » en l'absence des forces de sécurité nationales<sup>47</sup>. Par ailleurs, la stratégie de la MINUSCA vise à réduire la capacité de nuisance des groupes armés. Pour autant les trafics transfrontaliers ne se sont jamais aussi bien portés et les groupes armés ne subissent guère de pression de la MINUSCA.

## Coopération économique illicite

En fait, bien que le Tchad ait officiellement fermé sa frontière et que le Cameroun la ferme occasionnellement, aucune de ces frontières n'est véritablement close et des seigneurs de guerre ont des relations cordiales avec certains pouvoirs comme le prouvent leurs fréquentes visites dans les pays voisins (Nourredine Adam avec le Soudan, Al-Khatim avec le Tchad, Abdulaye Miskine est en résidence chez Sassou N'Guesso depuis sa libération au Cameroun, Sidiki se rend souvent au Cameroun, etc.). Une partie du butin des groupes armés du nord prend la direction du Tchad et du Soudan, le bétail des généraux tchadiens fait sa transhumance en Centrafrique sous la protection de certains groupes armés, le trafic d'or et de diamants se poursuit à la frontière camerounaise et l'UPC et les anti-balaka font des affaires à la frontière centrafricano-congolaise. Les groupes armés participent sans aucune entrave à l'économie régionale des trafics, ce qui démontre la très faible appétence des régimes voisins pour « lutter contre les trafics transfrontaliers d'armes et de ressources naturelles ».

---

46. Déclaration de Kigali sur la situation en République centrafricaine, Comité consultatif permanent des Nations unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, Kigali, 8 décembre 2017.

47. *Résolution 2387*, Conseil de Sécurité, 15 novembre 2017.

L'arrivée de la Russie dans la crise centrafricaine contribue à élargir les opportunités de financement des groupes armés. En effet, soucieuse de faire signer un accord de paix, des Russes n'ont pas hésité à payer les seigneurs de guerre pour qu'ils acceptent de se rendre aux réunions qu'elle a organisées à Khartoum.

Alors que les 12 000 hommes de la MINUSCA sont censés réduire la capacité de nuisance des groupes armés, ils n'entravent même pas la circulation des groupes armés, notamment en période de tensions<sup>48</sup>. Le contingent pakistanais a ainsi laissé passer au moins une fois des combattants musulmans contrairement à ses ordres, et au moins une enquête interne est ouverte sur le comportement passif d'un contingent face à des tueries de civils. Mais surtout les Casques bleus contribuent à l'ouverture de l'écosystème des groupes armés en faisant du business illicite avec eux : après les violences d'avril 2018 au PK5, un Casque bleu gabonais a été surpris en train de vendre des munitions aux groupes armés du PK5 et des Casques bleus d'Extrême-Orient achètent des espèces animales en brousse.



Source : Auteur, *Dents d'hippopotames fournies par des anti-balaka et destinées à un contingent asiatique, Bria, 2018.*

---

48. Même les convois des transporteurs routiers escortés par la MINUSCA s'acquittent des taxes aux barrières des groupes armés.



## L'appel d'air des stratégies internationales

Les stratégies internationales (DDR et négociations de paix) contribuent aussi indirectement à la prolifération des groupes armés. Promis aux groupes armés dès la transition (2014-2016)<sup>49</sup>, le DDR a été interprété comme l'opportunité de capter une manne internationale. Cette promesse a incité les groupes armés à se multiplier, à se fragmenter et à augmenter leurs effectifs, pensant que l'aide serait proportionnelle à leur nombre. Par exemple, l'émergence de Révolution & Justice était très opportuniste car étroitement liée à la perspective de négociations débouchant sur des positions au gouvernement et des retombées matérielles (pour avoir participé à la conférence de Brazzaville en 2014, Arnel Sayo, son leader, a été récompensé avec un poste ministériel durant la transition).

Les initiatives de médiation et de paix qui se multiplient depuis le Forum de Bangui en 2015 induisent aussi un effet d'appel pour les groupes armés. Dans la mesure où les discussions dans le cadre de l'Initiative africaine ont un effet de légitimation pour leurs participants et peuvent les placer dans une position stratégique pour l'après-conflit, les nouveaux groupes armés souhaitent y adhérer. Pour le moment, l'UA limite le groupe de discussion à 14 groupes armés et a décidé de ne pas associer les nouveaux venus créés en 2017 afin d'éviter de faire un appel d'air et de susciter l'émergence de nouveaux groupes.

L'initiative bilatérale de la Russie augmente aussi la marge de manœuvre des groupes armés car ils trouvent un nouveau canal pour exprimer et défendre leurs revendications.

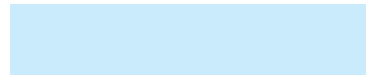
---

49. Un accord sur le DDR a été signé lors du Forum de Bangui en mai 2015.

# Conclusion

Le conflit centrafricain est devenu une affaire trop profitable pour de nombreux acteurs pour qu'il ne cesse demain. Les revendications des groupes armés exprimées à Bouar à la fin du mois d'août 2018 sont essentiellement des revendications économiques qui, à l'instar de la décentralisation, visent la légitimation de leur contrôle sur les ressources de certains territoires. Mais au-delà de ces ressources, ils veulent aussi avoir accès aux ressources de l'État dans le cadre des discussions en cours (revendication de positions dans les services de sécurité, l'administration et au gouvernement). Par conséquent, si négociations de paix il doit y avoir, celles-ci doivent reposer sur un décryptage préalable et précis des intérêts économiques des parties en présence autour de la table des négociations.





Institut français  
des relations  
internationales